

DEC 13 1977



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE

GENERALE

Distr.
GENERALEA/32/8/Add.21
9 décembre 1977
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-deuxième session
Points 12 et 100 de l'ordre du jour

RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1978-1979

Programmes d'assistance internationale de l'Organisation des Nations Unies

Incidences administratives et financières des projets de résolutions A/C.2/32/L.21, L.29, L.42 et L.43 dont la Deuxième Commission recommande l'adoption 1/

Demandes de crédits révisées au titre des chapitres premier, 22, 25 et prévisions révisées pour le chapitre premier des recettes

Vingt-deuxième rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. Le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires a examiné les deux rapports ci-après du Secrétaire général sur les programmes d'assistance internationale de l'Organisation des Nations Unies :

- a) Incidences administratives et financières des projets de résolutions A/C.2/32/L.21, L.29, L.42 et L.43, dont la Deuxième Commission recommande l'adoption 1/ (A/C.5/32/72);
- b) Demandes de crédits révisées au titre des chapitres premier, 22 et 25 et prévisions révisées pour le chapitre premier des recettes du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979 (A/C.5/32/73).

A. Document A/C.5/32/72

2. Dans le document A/C.5/32/72, le Secrétaire général présente, conformément à l'article 153 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, un état des incidences administratives et financières de quatre projets de résolutions dont la

1/ Voir A/32/265/Add.1, par. 38, projets de résolutions IX, V, VIII et X.

Deuxième Commission recommande l'adoption au titre du point 12 de l'ordre du jour : Assistance à Sao Tomé-et-Principe (A/C.2/32/L.29) et assistance au Cap-Vert (A/C.2/32/L.42) adoptés à la 50ème séance de la Commission, le 18 novembre 1977; Assistance à la Guinée-Bissau (A/C.2/32/L.21), et Assistance aux Seychelles (A/C.2/32/L.43), adoptés à la 51ème séance, le 22 novembre 1977.

3. Au paragraphe 4 de l'état qu'il a présenté, le Secrétaire général indique que si l'on adoptait ces projets de résolutions, il devrait envoyer des missions de consultation dans les pays intéressés. Le Secrétaire général estime à 68 200 dollars le montant des dépenses supplémentaires correspondantes pour lesquelles il faudrait ouvrir un crédit au chapitre premier du projet de budget-programme pour l'exercice 1978-1979. Le détail des dépenses à prévoir est donné aux paragraphes 5 à 15 de l'état et fait également l'objet d'une annexe. Pour les raisons indiquées au paragraphe 13 de l'état, il est proposé de profiter d'une mission aux Seychelles pour déterminer la nature et la portée de l'assistance requise par le Gouvernement de Djibouti. Ainsi qu'il est précisé au paragraphe 4 de l'état, on a tenu compte pour le calcul du crédit à ouvrir, de la possibilité de combiner deux des trois premières missions (Sao Tomé-et-Principe, Cap-Vert et Guinée-Bissau) ce qui permettrait d'économiser sur les frais de voyage.

4. Ainsi qu'il ressort des paragraphes 6, 8, 11 et 14 de l'état, on a calculé le coût de chacune des quatre missions en supposant que le groupe serait composé de huit personnes (le Sous-Secrétaire général, quatre fonctionnaires de la catégorie des administrateurs, un secrétaire, un consultant et un interprète). Les missions seraient de durée variable (10 à 18 jours). Le Comité consultatif a appris que la composition de chaque mission serait adaptée aux circonstances et que le nombre effectif des membres serait réduit autant que possible.

5. Le Comité consultatif recommande à la Cinquième Commission de faire savoir à l'Assemblée générale que, si elle adopte les projets de résolutions recommandés par la Deuxième Commission (A/C.2/32/L.21, L.29, L.42 et L.43), il faudra ouvrir un crédit supplémentaire de 68 200 dollars au titre des services de consultants, du personnel temporaire pour les réunions, des frais de voyage du personnel et des communications, au chapitre premier du projet de budget-programme pour l'exercice 1978-1979.

B. Document A/C.5/32/73

6. Dans le document A/C.5/32/73, le Secrétaire général présente des demandes de crédits révisées au titre des chapitres premier, 22 et 25 et des prévisions révisées pour le chapitre premier des recettes du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1978-1979. Les demandes de crédits révisées concernent les programmes d'assistance internationale des Nations Unies.

7. Comme indiqué au paragraphe 1 du rapport du Secrétaire général, les demandes initiales au titre du chapitre premier du projet de budget-programme pour 1978-1979 ne prévoyaient aucun crédit pour les programmes d'assistance à la Zambie et au Mozambique. On y précisait que tous autres crédits qui pourraient devenir nécessaires pour ces programmes seraient demandés à l'Assemblée générale, lors de sa trente-deuxième session.

/...

8. Les faits récents qui ont eu des répercussions sur ces programmes et qui ont, par ailleurs, entraîné l'institution des programmes d'assistance aux Comores, à l'Angola, au Lesotho, au Botswana, à Djibouti, à la Guinée-Bissau, aux Seychelles, au Cap-Vert et à Sao Tomé-et-Principe, ainsi qu'en faveur des étudiants réfugiés sud-africains, sont décrits aux paragraphes 2 à 9 du rapport du Secrétaire général.

9. Au paragraphe 10, le Secrétaire général indique que les situations ayant rendu nécessaire l'institution de programmes spéciaux d'assistance persisteront vraisemblablement jusqu'à la fin de l'exercice biennal 1978-1979. Compte tenu du volume de travail actuel, le Secrétaire général estime comme suit les ressources en personnel nécessaires, au chapitre premier du projet de budget-programme pour 1978-1979, pour l'administration des programmes en question durant l'exercice biennal considéré :

	Traitements	Dépenses communes de personnel	Totaux partiels
	Dollars	Dollars	Dollars
a) Personnel temporaire			
2 économistes (P-5)	108 050	34 600	142 650
1 administrateur de programmes (P-4)	59 400	19 000	78 400
1 assistant de recherche (G-5)	32 400	10 400	42 800
2 secrétaires (G-4/2)	47 200	15 100	62 300
Total (personnel temporaire)			326 150
			326 000
b) Services de consultants (12 mois)			42 000
		Total	368 000

10. Par rapport aux ressources approuvées pour 1976-1977, ces estimations font apparaître une augmentation correspondant à deux postes supplémentaires, à savoir un poste P-5 et un poste G-4/2.

11. Le Secrétaire général estime comme suit les autres ressources à prévoir pour l'exercice biennal 1978-1979, au titre des chapitres premier et 22 du projet de budget-programme :

/...

	<u>Dollars</u>
Frais de voyage du personnel	60 000
Communications	7 000
Fournitures et accessoires	2 000
Location et entretien des locaux	16 000
Mobilier et matériel	2 000
Total	<u>87 000</u>

12. Au paragraphe 13 de son rapport, le Secrétaire général indique qu'il s'efforcera de réaliser des économies de deux façons :

a) En organisant les missions nécessaires pour recueillir les données, analyser les programmes et mobiliser les ressources de manière à les grouper, autant que possible, lorsque les pays à visiter sont voisins;

b) En s'assurant la coopération d'autres services et organismes des Nations Unies pour qu'ils fournissent gratuitement les services d'experts nécessaires aux programmes, chaque fois que cela est possible.

13. Au paragraphe 14, le Secrétaire général dit espérer que les ressources actuellement demandées s'avéreront suffisantes, mais qu'on réexaminera la situation au moment de la présentation du premier rapport sur l'exécution du budget de 1978-1979, afin de déterminer si des ressources supplémentaires sont nécessaires.

14. Le Comité consultatif recommande de faire droit aux demandes de crédits révisées présentées par le Secrétaire général dans le document A/C.5/32/73, c'est-à-dire d'approuver l'ouverture d'un crédit de 428 000 dollars au chapitre premier du projet de budget-programme pour 1978-1979 et d'un crédit de 27 000 dollars au chapitre 22. Il faudrait également inscrire au chapitre 25 du budget, au titre des contributions du personnel correspondantes, un crédit de 90 700 dollars, à compenser par un accroissement de même montant des prévisions de recettes provenant des contributions du personnel, au chapitre premier des recettes.
